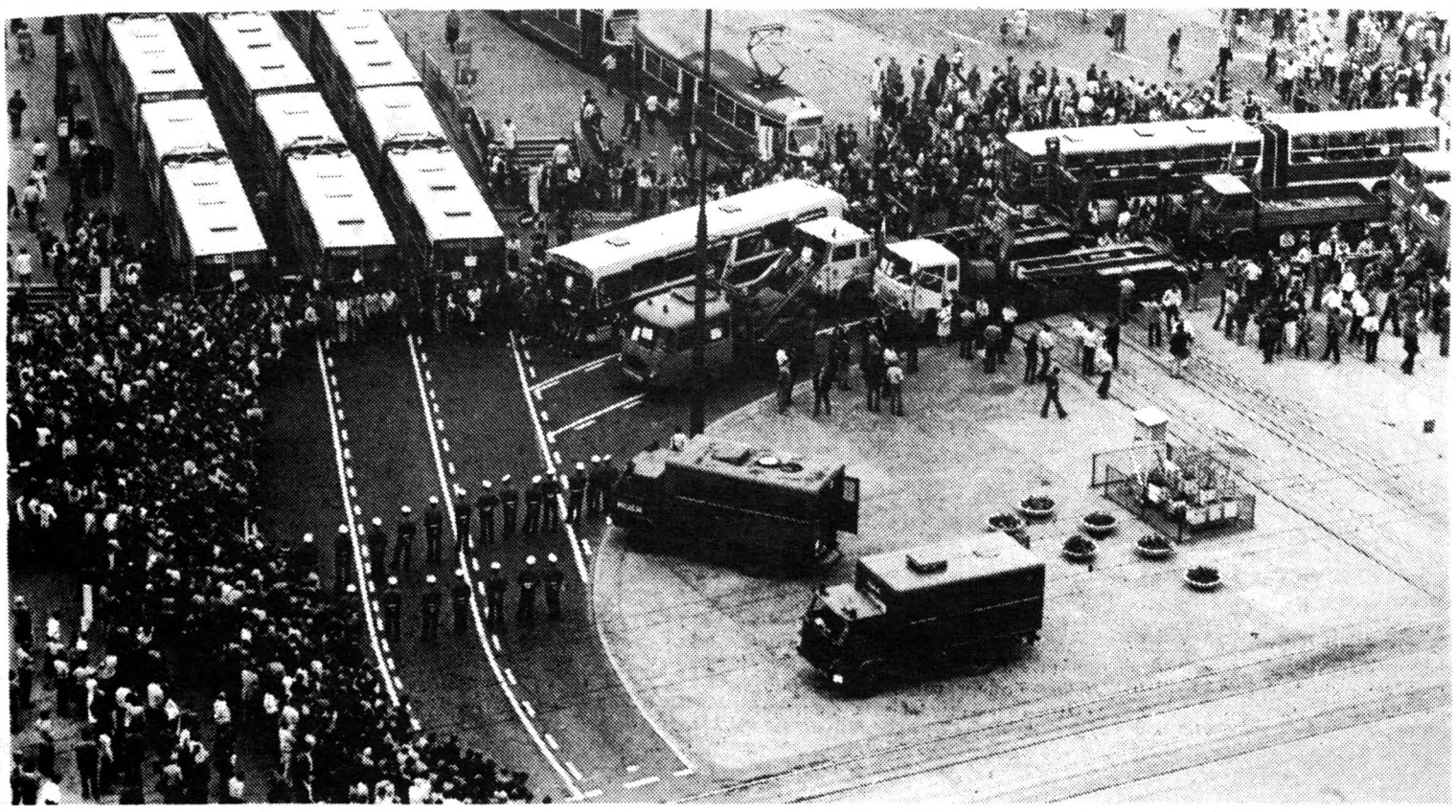
RÉVOLUTION SOCIALE !

n°2 octobre 1981 3F50

A L'OUEST...

UNE MÊME LUTTE SOCIALE !

...COMME A L'EST



ANGLETERRE : «Mon Royaume pour un Cheval» (1)

I- VIVENT LES EMEUTIERS, MA MERE, VIVENT LES EMEUTIERS...

3 millions de chômeurs, soit plus de II% de la population active (40 à 60% des jeunes -noirs et blancs- dans certaines régions), le Royaume-Uni de Gde-Bretagne et d'Irlande s'enfonce de plus en plus dans sa DECADENCE.

Alors que sa crise économique et politique a dépassé les bornes du supportable, le capital anglais s'abandonne à la contemplation des fastes de sa grandeur passée. Dérisoire spectacle du "mariage du siècle" diffusé fin juillet par les télés du monde entier. Coût de l'opération : I milliard de livres...

Déjà, cependant, la tempête soulevée par les émeutiers de Brixton, en avril, avait troublé la belle ordonnance du navire en perdition. L'ouragan des émeutes généralisées, au mois de juillet, est venu sonner le glas d'un système fondé sur l'exploitation et la recherche du profit. Affirmant leurs besoins sociaux, les jeunes chômeurs en ont fait voir de toutes les couleurs (!) aux valeurs fondatrices du plus grand des anciens empires coloniaux.

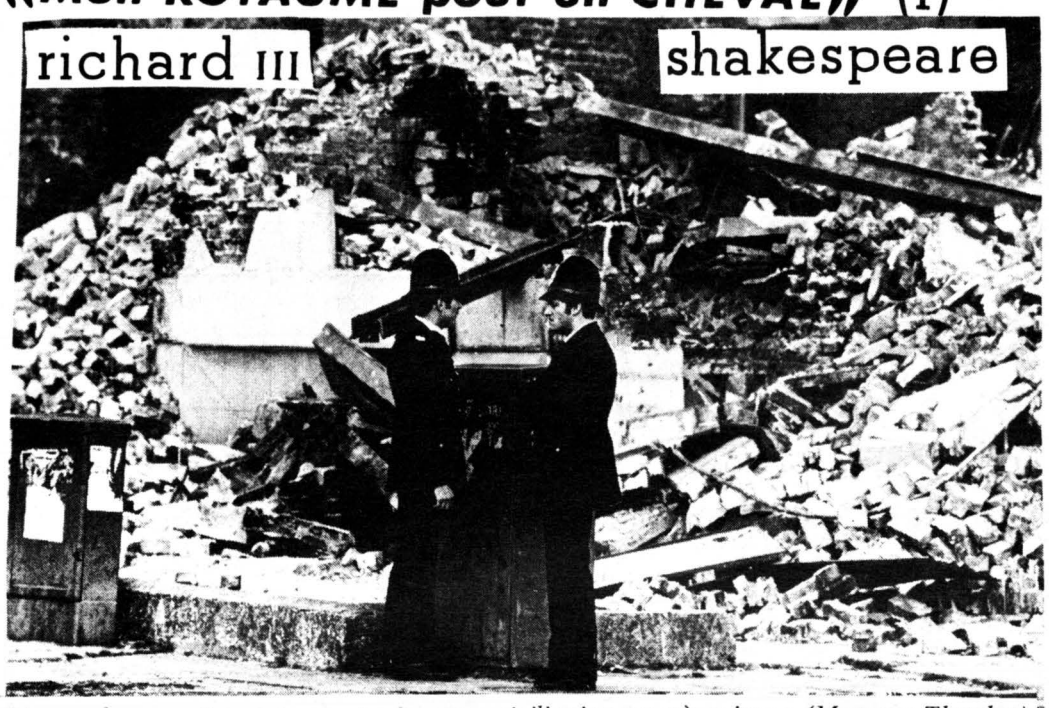
"Le vernis de notre civilisation est très mince" a déclaré le Ier ministre conservateur, Margaret Thatcher, dans un accès de lucidité.

a) Les racines de la situation

Le déclenchement des émeutes trouve sa source dans la situation économico-sociale, essentiellement dans le développement du chômage parmi les jeunes et les couches les plus défavorisées de la population c'est-à-dire les immigrés anciens ou récents (Noirs d'Afrique et des Caraïbes, Asiatiques...). Le racisme, anti-noirs ou anti-jeunes, n'est qu'un sous-produit de cette situation et se transforme en cause à son tour, du fait de l'attitude de la police et des agissements, soit des groupes d'extrême-droite (Front National), soit des bandes qui, comme les skinheads (= les têtes rasées), arborent des symboles provocateurs du genre néo-nazi. Contrairement à la thèse qu'avait voulu accréditer le gouvernement à l'époque de Brixton, les émeutes n'ont donc pas un caractère racial, mais bien SOCIAL.

suite p.2

«Mon ROYAUME pour un CHEVAL» (1)



Liverpool au matin : « Le vernis de notre civilisation est très mince » (Margaret Thatcher).

En effet, les mesures "monétaristes" de Thatcher pour tenter d'enrayer le déclin économique de la Gde-Bretagne n'ont fait que le renforcer. Ainsi, la hausse des taux d'intérêt a asphyxié les entreprises à la recherche de crédits, d'où bilan : I74 faillites par semaine au cours du Ier trimestre I98I, soit 39% de plus que l'année précédente. Paradoxalement, pour maintenir à flot les deux grandes entreprises nationalisées (British Leyland et British Steel), le gouvernement conservateur a accru les dépenses budgétaires qui sont passées de moins de 3% en I979 à 7,I aujourd'hui. Du fait de son manque de compétitivité face aux importations japonaises (automobiles), British Leyland devra être renfloué de près de deux milliards de francs (déficit pour le Ier semestre 8I) et demande au gouvernement de prendre des mesures protectionnistes. Quant à la British Steel Corporation (sidérurgie), elle a annoncé le 7 juillet une perte de 7,3 milliards de Frs pour I980-8I. C'est un déficit record qui doit se solder par d'importants licenciements. L'on comprend aisément que le chômage ait fait des bonds ces derniers mois et accru lui-aussi le déficit budgétaire. En effet, plus que le chiffre global (3 millions), ce qui est frappant, c'est la progression spectaculaire du phénomène : les II,I% de sans travail par rapport à l'ensemble de la population active font que celle-ci, en proportion, est touchée deux fois plus qu'avant l'arrivée de Thatcher au pouvoir. Aux régions traditionnellement concernées, dans lesquelles régnait un chômage endémique (l'Ulster, l'Ecosse, le Pays de Galles), s'ajoutent aujourd'hui avec la crise dans l'automobile des contrées encore "prospères" il n'y a pas si longtemps, comme par exemple les "Midlands" (à Coventry, le chômage a bondi de 92% en un an). Les grandes métropoles comme Manchester et Liverpool sont touchées car elles n'ont pas pu opérer de véritables restructurations industrielles. A Toxteth, le quartier de Liverpool où ont éclaté les premières émeutes, le chômage atteint 40% -60% parmi les Noirs et 90% Pour les jeunes de I6 à I8 ans...Il est de I7% dans l'ensemble de cette ville portuaire et ce n'est pas étonnant que du 3 au 7 juillet, l'explosion de violence y ait été la plus forte. Frappant le centre du pays, le chômage n'épargne pas non plus le sud et en particulier l'agglomération londonienne : les faubourgs périphériques comme Brixton, Woodgreen, Southall, Limehouse, etc..., ont de fortes concentrations d'immigrés qui survivent dans des logements vétustes et insalubres.

b) Aspects positifs et limites des émeutes

"Jamais, nous n'avons connu des affrontements aussi violents et de cette ampleur. Vendredi, IOO hommes ont été blessés, samedi, 78, et dimanche, I83. 30 étaient encore à l'hôpital lundi" (Déclarations du "superintendant" de la police, Laurie Blackburn, sur les émeutes des 3, 4 et 5 juillet à Toxteh).

"Des familles entières se sont servies dans les boutiques éventrées. J'ai vu une mère de famille prendre une paire de chaussures et l'essayer rapidement pendant que ses enfants faisaient le guet" (Déclarations d'un témoin, "Le Monde" du 8/07/8I).

L'aspect sans doute le plus positif des émeutes a été leur GENERALISATION. La plupart des grandes et moyennes cités du Nord au Sud du Royaume-Uni, ont connu des nuits d'affrontements et de pillages : Liverpool, Manchester, Birmingham, Newcastle, Hull,..., quatre villes du Centre (Leicester, Derby, Nottingham et Huddersfield) dans la nuit du I3 au I4 juillet. A Londres, ce sont plusieurs quartiers de banlieue qui se sont enflammés comme une traînée de poudre...Encore une thèse du gouvernement qui s'effondre : en avril, il avait voulu réduire les émeutes de Brixton à l'action d'une "poignée d'anarchistes", de "provocateurs venus de l'extérieur". Quant à l'argument visant à les restreindre sur un plan racial, il ne tenait plus : même la presse titra "Toutes races mêlées..." et mit en exergue la présence de centaines, voire de milliers de jeunes blancs manifestant, au coude à coude, avec les jeunes noirs contre le chômage. Cette généralisation se vérifia même au niveau de l'âge des émeutiers : ainsi, sur les 75 personnes arrêtées le lundi 6 juillet à Liverpool, il y avait 2I enfants et adolescents de 8 à I6 ans (révélation du chef de la police). La participation de très jeunes gens aux émeutes est elle-aussi le produit de la dégradation générale des conditions de survie : accroissement de la pauvreté, éclatement des familles, etc...

Les autres aspects positifs furent :

- L'UTILISATION DE LA VIOLENCE DE MASSE en réponse aux harcèlements constants de la police, y compris par l'assaut aux commissariats comme à Moss-Side le 8 juillet (quartier de Manchester). A Brixton et ailleurs les charges des forces de police ne sont parvenues à disperser les foules de manifestants qu'au prix d'un grand nombre de blessés. Et dès que les policiers quittaient les quartiers concernés, ceux-ci étaient réoccupés aussitôt. "Les cochons dehors" (clear the pigs out) fut le plus souvent le cri de ralliement des émeutiers.
- LA NEGATION DE LA MARCHANDISE à travers l'appropriation directe des produits contenus dans une grande quantité de magasins saccagés (vêtements, appareils électriques, boîtes de conserve...). Les "vols" ne sont d'ailleurs pas étonnant au Royaume-Uni, à part l'ampleur qu'ils ont revêtue pendant ces nuits d'émeutes. En effet, comme l'expliquait un journaliste : "C'est tous les week-ends que les vitrines sont brisées et les magasins pillés. Habituellement, on n'en parle même plus" (cf. "Le Monde" du I5/07/8I).

Mais, tout en soulignant le SAUT QUALITATIF qu'ont représenté ces émeutes face à la situation en Europe occidentale (stagnation des luttes ouvrières depuis plusieurs mois), il faut souligner leurs LIMITES.

En premier lieu, le fait qu'elles soient restées circonscrites aux quartiers pauvres. Comme les travailleurs peuvent rester enfermés dans leurs usines en faisant grève avec occupation des locaux, les chômeurs n'ont pas su dépasser LE CARCAN DE LEURS GHETTOS. Ils se sont acharnés contre les lieux de leur misère : avec les immeubles effondrés ou calcinés, les quartiers d'émeutes présentaient un spectacle lugubre, semblable à celui de la 2e guerre mondiale après les bombardements. Ils n'ont pas fait irruption au coeur des villes pour essayer de détruire les centres de décision du pouvoir.

Ensuite, L'ABSENCE DE SOLIDARITE AU SEIN DES ENTREPRISES vis-à-vis de cette explosion sociale. Il reste encore du chemin à parcourir pour que l'unité se réalise entre travailleurs et exclus de la production.

Il n'empêche que cette unité est EN TRAIN DE SE FORGER, y compris à l'échelle mondiale. Eclatant pratiquemment au même moment que la reprise des luttes de masse en Pologne (voir l'article dans ce numéro), ces émeutes ont montré qu'à l'Ouest comme à l'Est, la seule perspective de mettre fin au capitalisme, c'était LA LUTTE SOCIALE.

c) Le renforcement de l'appareil répressif

Tentant de minimiser la profondeur du mouvement, le gouvernement voulut assimiler la flambée de violence à de simples actes de délinquance juvénile. Il menaça donc les parents des mineurs qui seraient arrêtés, de leur faire payer les dégâts occasionnés par la révolte de leurs enfants. Refusant de prendre en considération les causes réelles des émeutes, il donna la priorité au rétablissement et au maintien de l'ordre public : "Nous n'avons pas le temps de nous livrer à une étude sur les raisons des violences, et tant que l'ordre n'aura pas été rétabli nous ne pourrons pas aborder les aspects économiques et sociaux de la situation(...) Le chômage n'est pas le facteur le plus important des désordres" M.Thatcher le I4/07/8I.

Face à la généralisation des affrontements et aux difficultés de la police pour contenir les manifestants, le gouvernement prit également position POUR UN RENFORCEMENT DE L'APPAREIL REPRESSIF. Après avoir limité ce renforcement aux équipements policiers (casques métalliques avec visières, uniformes ignifugés...), le ministre de l'intérieur -Whitelaw- annonça devant le parlement une série de mesures extrêmement draconiennes, DU TYPE DE CELLES UTILISEES PAR L'ARMEE EN IRLANDE DU NORD : camps militaires pour recevoir les émeutiers condamnés, emploi de voitures blindées, de canons à eau, des gaz C.S lacrymogènes et paralysants, de balles en plastique (celles-ci peuvent être mortelles comme en Ulster). De plus, même si pour l'instant il n'envisage pas de créer un corps spécifique de police sur le modèle des CRS en France, des unités spéciales anti-émeutes sont intégrées aux forces régulières : les S.P.G (Special Patrol Groups) qui ont des interventions particulièrement brutales. Enfin, le gouvernement envisagerait de rétablir le "riot act" datant du I8e siècle et aboli en I967 : il permettrait à la police d'arrêter sans formalités toute personne qui, après une mise en demeure, se trouverait dans la zone des affrontements.

En dépit de quelques réserves formelles, le parti travailliste a donné son accord pour ce renforcement de l'appareil répressif. Par le biais de commissions parlementaires, il tente de promouvoir des mesures préventives contre les risques de nouvelles explosions, par exemple un recrutement plus important des membres de la police parmi les minorités ethniques.

(La deuxième partie de cet article qui traite de LA LUTTE DE CLASSES EN IRLANDE, paraîtra dans le prochain numéro).

POLOGNE

L'ORGIE CONTINUE

ET POURTANT IL TOURNE

Ceux qui,à l'automne dernier prédisaient un rapide épuisement à la lutte des travailleurs polonais,doivent en être pour leurs frais.Ce n'est ni l'Octobre de 1956,ni les émeutes de 1970 et 1976.Nous sommes en présence d'un mouvement qui a tiré les leçons de ces expériences passées.Ce n'est pas non plus une révolte ouvrière isolée.Un mouvement social d'une ampleur telle qu'il a pénétré tous les pores de la société, se déroule sous nos yeux.

Ce n'est pas la Tchécoslovaquie de 1968,parce que,à la tête de cette contestation généralisée de l'Etat bureaucratique se trouve,ferme et résolue,la classe ouvrière de Pologne.Ce n'est pas non plus la Hongrie de1956,parce que le gendarme soviétique ne peut plus manoeuvrer aujourd'hui comme hier:"Ce qui est en cours en Pologne est un processus historique dont on perçoit encore mal l'importance.En fait c'est un tournant décisif,non seulement pour la Pologne mais pour les pays socialistes et pour la situation globale en Europe. C'est une rupture avec l'après-Seconde Guerre Mondiale." (Marek Thee,Libération IO/9/)

Certes on peut estimer que les prolétaires polonais sont dans un certain sens nationalement"isolés"(1): à l'Est aucun mouvement ne répond à celui des Polonais;à l'Ouest la solidarité révolutionnaire n'existe que dans quelques petits groupes,sinon c'est l'illusionnisme syndicaliste et démocratique qui prédomine.

Mais le mouvement est fort.

1) Parceque,force motrice,le prolétariat industriel est déterminé: il n'a rien à perdre que ses chaînes.Le mouvement estl'expression d'un ras-le bol général qui a atteint l'Etat et le Parti polonais jusque dans ses fondements. On en verrait pour preuve le ralliement de plus du 1/3 des menbres du Parti au syndicat Solidarité.

2) Parce qu il y a faillite de l'économie nationale(endettement croissant,rationnement et hausses du prix des denrée alimentaires atteignant parfois plus de 400%);ce,dans un contexte de crise généralisée du capitalisme.Que les capitalistes occidentaux(à l'image de la France) ne trouvent d'autres remédes que l'envoi de nourritures est significatif non seulement de la catastrophe sociale mais aussi de possibilités occidentales et de la "lassitude" des banquiers de l'Ouest:"...ce qu'il faut c'est le rétablissement de l'ordre.Non pas de l'ordre moscovite.Mais de l'ordre intellectuel,social et économique."(expert ouest-allemand).De son côté l'ours soviétique s'adonne au chantage économique:"prolétaires polonais,arrêter de revendiquer sinon nous vous coupons les vivres",leur dit en substance le pillard du Kremlin. Dérisoire manoeuvre quand on sait que "la tragédie de la Pologne ne consiste pas dans le fait que nous sommes dominés par une superpuissance, mais que la superpuissance n'a rien à nous offrir".(Kuron le 7/12/80 au Sunday Times).

3) Si les Russes en sont à brandir la menace économique c'est qu'ils ne peuvent pas s'offrir,pour l'heure,le luxe d'une intervention militaire dont les conséquences,tant au niveau du bloc oriental qu'à celui plus général,sont imprévisibles.

UN PAS DE GEANT EN AVANT...

Ce premier anniversaire du grand mouvement social polonais a été salué comme il se doit par ses initiateurs.En évitant(pour combien de temps encore?)l'affrontement direct et sanglant avec l'armée et les milices le mouvement prolétarien s'est encore plus radicalisé.

1) Al'initiative de la base les prolétaires ont multiplié les grèves sauvages et d'avertissement,répondant coup pour coup aux provocations de l'Etat et poursuivant leurs actions malgrès les appels au calme des principaux pompiers de l'appareil syndical,tels Walésa et Kuron.Mieux, ils prirent possession de la rue lors des marches contre la faim,pour la libération des prisonniers et bloquèrent le centre de Varsovie 48 heures durant.

2) Ces actions,surtout les grèves,confirmèrent la difficulté du syndicat Solidarité à contrôler le mouvement.Le syndicat constamment débordé dût à maints reprises prendre le train en marche.Il est clair que la grande partie de la base est radicale.S'il avait fallu écouter les avis modérateurs de l'appareil syndical,le mouvement ne serait pas arrivé aussi loin .

> "Les forces vives doivent reconstruire l'économie. Or que constate-t-on ? Que les forces vives chôment, discutent, posent de constants défis... Nous ne voyons pas qui a la capacité de changer cette situation. Ni Solidarité, ni les "penseurs", ni l'Eglise. Or ce qu'il faut c'est le rétablissement de l'Ordre".
> Un expert économique occidental.

3) Car ce mouvement est social et entend s'occuper de tous les aspects de la société.La question du pouvoir politique l'intéresse donc au plus haut degrés.C'est cela qui s'est discuté au cours de la première partie du congrés de Solidarité.La revendication des élections libres,de l'autogestion économique contient en filigrammes la revendicade tous le pouvoir aux travailleurs.

Mais répliqueront les sceptiques,ce ne sont là que des solutions d'aménagements du capitalisme d'état polonais, des tentatives de sauvetage de l'économie nationale.Dans l'esprit de certains il faut sauver l'économie nationale; il faut même sauver la Sainte Pologne et la Sainte bureaucratie. Dans la tête de la grande majorité il faut en finir avec la faim,la misère et la domination sociale.

4) Si l'on s'intérroge sur la nature propre du syndicat Solidarité(voir l'encadré de W.Kuczinski) on s'apercevra qu'il ne diffère guère des syndicats traditionnels quant à ses buts et à un rôle qui n'apparait diffèrent qu'en fonction d'une situation spécifique marqquée par une grande lutte prolétarienne de masse. D'entrée le syndicat,trop facilement confondu avec le mouvement dans son ensemble,s'est placé dans une perspective réformiste.Ce sont l'avancée radicale du mouvement et l'effritement du pouvoir bureaucratique qui ont amené le syndicat à se proclamer force politique de recours pour sauver l'économie nationale et donc l'Etat polonais.Son rôle modérateur se révéle à chaque pas en avant du mouvement: à ceux qui veulent remettre en cause le rôle dirigeant du parti,il répond que cela remettrait en cause la légalité de Solidarité,comme si le mouvement social etait une force de droit et non de FAIT.Et ne voilà t-il pas qu'il vient de signer un accord de compromis avec le gouvernement,sur l'autogestion,sans rapport avec celui que le mouvement lui avait imposé.Et quelle va être sa position face au dernier gadget proposé par le Parti: un front national composé du Parti ,de Solidarité et de l'église;les trois piliers de l'ordre social.

Comment en finir avec la misère et la faim,avec l'intolérable survie quotidienne? Des sous et la vie moins chère ont d'abord réclamé les prolétaires.Aujourd'hui c'est le contrôle sur l'économie du pays et un droit de regard sur la vie politique .Le pouvoir ouvrier avance ,mais la bureaucratie capitaliste ne pourra pas céder de son pouvoir éternellement.Pour toutes sortes de facteurs qui tiennent à la politique internationale et à la crise économique mondiale,cette situation ne pourra pas durer trop longtemps,elle deviendra vite intolérable.

> "Votre grève, je vais vous le démontrer, est provoquée par le pouvoir. Ce que vous avez fait ici est une démonstration de faiblesse du syndicat. Si vous poursuivez sur cette voie, nous serions contraints de proclamer une grève générale et nous n'aurions d'autre solution que de renverser le pouvoir. Et moi je pense que ce n'est pas le moment. Si vous restez seuls, vous n'arriverez à rien".
> J.Kuron aux typos d'Olsztyn.

En Pologne le mouvement prolétarien va être amené à aller toujours plus loin: il n'y a pas d'autre alternative,sinon le retour en arrière, et donc la défaite.

(1) Les émeutes de l'été en Angleterre,les récentes bagarres à Berlin,sont un signe pouvant marquer la fin de l'isolement des luttes en Pologne.

Dans une certaine mesure le mouvement syndical indépendant doit son existence aux difficultés de l'économie polonaise, les plus grandes depuis la fin de la guerre. Ces difficultés, cette véritable crise sont un grand malheur pour les travailleurs et pour tout le pays. Nous n'esquiverons pas ces difficultés, ni en tant que société, ni en tant que syndicat. Nous devons faire face. Il est possible d'en sortir et nous seuls devons faire l'effort. Il n'existe pas de solutions faciles pour surmonter une crise, malgré que notre fatigue nous les fasse espérer. C'est une réaction compréhensible, mais il faut abandonner l'espoir d'un miracle économique. Nous devons faire un grand effort pour combattre la crise, malgré qu'elle n'ait pas été causée par la société mais par les pouvoirs, l'appareil et le système. Des individus peuvent ruiner un pays, mais il n'y a que la société entière qui peut le reconstruire.

Waldemar KUCZINSKI Tygodnik Solidarnosc n°6, mai 81.

POUR SORTIR de la préhistoire humaine

Manifeste sur la situation mondiale (2e partie)

II.— INTENSIFICATION DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE

« Certes, aujourd'hui aussi, un maître tout-puissant gouverne l'humanité qui travaille : c'est le capital. Mais sa forme de gouvernement n'est pas le despotisme, c'est l'anarchie. » (Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique.*)

Malgré certaines critiques qui commencent à se faire entendre dans les milieux économico-financiers aux Etats-Unis mêmes (cf.Business Week, Wall Street Journal), ce que les mass-media internationaux continuent d'appeler "l'effet Reagan" n'est que la réaction du capital national américain vis-à-vis d'une récession qui, comme en I974-75, menace sa position encore dominante sur le marché mondial.

Beaucoup de chiffres peuvent illustrer les grandes difficultés économiques des E-U. Il suffit de donner les plus significatifs en ce qui concerne leur balance commerciale (c'est-à-dire le rapport entre les exportations et les importations) :

- "Entre I970 et I980, les entreprises américaines ont perdu 23% des parts qu'elles détenaient sur le marché mondial, pertes qui s'ajoutent aux I6% concédés pendant la décennie I960-70" (cf."L'entreprise", nov.I980). D'où une chute importante de la part conquise par les exportations...
- Dans la même période, les produits allemands et japonais ont pénétré le marché intérieur américain : en I980, leurs ventes ont atteint respectivement I94 et I24 milliards de dollars (sources : cf. "Le Nouvel Economiste", 24 nov.I980). D'où un accroissement forcé de la part réservée aux importations...

Face à une saturation globale des marchés, la concurrence ne peut que s'exacerber de plus en plus. Chaque capital national est en effet contraint de se tailler des débouchés sur la peau des autres. Pour contrecarrer la tendance au déficit commercial (importations>exportations), les nouveaux dirigeants U.S ont décidé d'intensifier la guerre économique pour faire supporter toujours plus le poids de la crise à leurs principaux rivaux : les Etats européens et le Japon.

La réaction du "brain-trust" de Reagan est d'autant plus aggressive que les Etats-Unis ont pris du retard dans certains secteurs d'activité (nucléaire, automobile, électronique, chimie...). Ainsi, dans un domaine aussi crucial que la recherche scientifique, ils conservent la Ière place mais leur prééminence s'effrite :

"La part du produit national brut consacré à la recherche et au développement continue de diminuer alors qu'elle s'accroit dans les pays concurrents. Aux Etats-Unis, elle est passée de 2,87% en I963 à 2,25% en I979, tandis que, dans le même temps, la part du PNB consacrée à la recherche est passée de I,4I% à 2,28% en Allemagne Fédérale, de I,44% à I,90% au Japon, de I,58% à I,79% en France (...) En dollars constants, les dépenses de recherche aux E-U ont actuellement un niveau équivalent à celui atteint en I967" (cf. "Perspectives de la science et de la technologie aux E-U pour les cinq prochaines années", NRC = Conseil National de la Recherche Scientifique, I98I).

L'offensive du capital américain se développe grâce à ses positions de force sur les plans MONETAIRE et MILITAIRE.

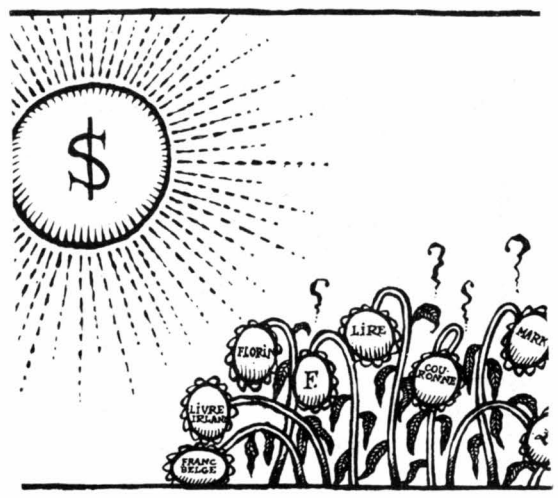
LES MANIPULATIONS MONETAIRES :

En I97I, les E-U connaissent leur premier déficit commercial depuis un siècle (leurs échanges étaient déjà déficitaires depuis I965 avec le Japon et I966 avec la RFA). De plus, le stock des dollars détenus à l'étranger devient supérieur au stock d'or détenu à Fort-Knox.

Face à cette menace pour l'hégémonie américaine que représente la puissance économique montante de l'Europe et du Japon, le président Nixon n'hésita pas à REMETTRE EN CAUSE LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ETABLI A BRETTON-WOODS EN I944. Suspendant la convertibilité du dollar en or, il fit du "billet vert" la monnaie de référence (étalon-dollar). Forts du privilège de "battre monnaie" sans contre-partie et à la suite de deux dévaluations, les E-U rétablirent momentanément la situation en leur faveur. Mais ces mesures ne suffirent pas à endiguer la concurrence commerciale. A partir de I973, par l'intermédiaire de l'OPEP et en jouant sur le désordre monétaire international (changes flottants, fluctuations des monnaies), le capital américain exerça des pressions constantes sur le marché pétrolier. Les successives hausses des prix du baril ne cessèrent pas d'augmenter la facture pétrolière pour les pays européens et le Japon. La baisse vertigineuse du dollar (entre I97I et I979, il perdit 35% de sa valeur par rapport au yen et 50% par rapport au deutschmark) aboutit à la réévaluation de ces deux principales monnaies et donc au renchérissement des exportations allemandes et japonaises. Tout cela permit une nouvelle fois aux E-U de redresser la barre et même de connaître une période de "prospérité" entre I975 et I980 (ainsi le déficit commercial de la CEE passa de 3 milliards de dollars en 78 à 25 milliards en 80).

Cependant, l'ensemble de ces manipulations monétaires ne faisait qu'aggraver la politique inflationniste menée depuis la fin de la 2e guerre mondiale (cf. l'extrait des douze thèses sur la guerre économique). Le gonflement incessant de la masse monétaire, par le jeu de la planche à billets, masqua en effet L'AFFAIBLISSEMENT PROGRESSIF DE L'APPAREIL PRODUCTIF DU CAPITAL NATIONAL. La "prospérité" connue sous la présidence de Carter avait des pieds d'argile. Non seulement les E-U ne s'étaient pas préparés valablement à relancer leur production (par la restructuration ou l'abandon des secteurs non-rentables), mais en outre ils devaient affronter une inflation galopante et une masse de capitaux extérieurs (euro-dollars + pétro-dollars) de plus en plus considérable tout en étant de moins en moins contrôlée. Loin d'être résolue, du fait de l'exacerbation de la concurrence, la tendance fondamentale au déficit commercial n'avait été que renforcée, y compris par l'action de la Trilatérale incitant les grands trusts à investir dans les pays du tiers-monde (Taïwan, Philippines, Brésil, Corée du sud...) où les taux de profit sont élevés (bas salaires, peu d'impôts, absence de lois anti-pollution...).

FIRE QUE LA BOMBE A NEUTRONS



Le dollar rayonnant

Pour tenter de restructurer la machine économique américaine qui commençait de nouveau à s'enrayer en I980, le gouvernement Reagan a donc pris DES MESURES QUI VISENT A INVERSER LA POLITIQUE SUIVIE JUSQU'A MAINTENANT. C'est une rupture avec le processus des facilités sur les allocations d'argent et les crédits. Par le maintien de taux d'intérêt élevés (20%), il s'agit de baisser le rythme de l'inflation aux E-U (qui reste fort: +I,2% en juillet 8I contre +0,7% en mai et juin) et d'attirer les mouvements de capitaux sur le marché intérieur (recyclage des dollars externes pour réduire la masse monétaire en circulation et aggraver le déficit commercial des Etats européens). Ces mesures "monétaristes" se traduisent également par la fluctuation du cours du dollar : après la hausse "historique" de cet été (6FI8), c'est aujourd'hui une nouvelle tendance à la baisse (en dessous de 5F50). Cette nouvelle politique américaine dite "d'argent cher" rejette encore une fois la crise et la récession sur les Etats européens (dans une moindre mesure sur le Japon). La hausse du dollar augmente la facture pétrolière (pour la France, elle équivaut à un "3e choc pétrolier", dixit le ministre de l'économie J.Delors). Quant aux conséquences des taux d'intérêt élevés, il suffit d'écouter C.Cheysson, le grand commis-voyageur (ministre des relations extérieures) :

"...Les Etats-Unis, vous le savez, ont décidé de lutter contre l'inflation par un seul moyen, la liberté des taux d'intérêt; ils ont ainsi laissé -entre autres choses- les taux d'intérêt monter jusqu'à 20%. Nous sommes obligés de les suivre sur ce terrain sous peine de voir les capitaux étrangers -voire français- se déplacer du franc vers le dollar. Or qui peut emprunter à 20% ? A ce niveau, il n'y a donc plus guère d'investissement; sans investissement, la production ne peut croître, le chômage augmente. Une fois de plus, on trouve les faibles en

première ligne dans cette guerre-là, la guerre économique" (interview au Nouvel Observateur, 4 juillet 81).

LE CHANTAGE DES ARMES NUCLEAIRES :

Pour affaiblir économiquement les pays européens, les E-U entretiennent aussi un état de tension permanente avec l'URSS sur le plan idéologique (cf. la politique suivie depuis l'invasion de l'Afghanistan; ce que les mass-media appellent "la relance de la guerre froide"). L'impérialisme russe n'est pas, pourtant, un concurrent pour les exportations américaines. Bien au contraire, il est pour une grande part DEPENDANT de la production US (agriculture, produits finis, technologie..). Même sur le plan des armements nucléaires ou conventionnels, contrairement à la propagande destinée à intoxiquer l'opinion, LES FORCES DU PACTE DE VARSOVIE NE SONT PAS SUPERIEURES A CELLES DE L'OTAN. Celui qui fut major général de la marine française de 72 à 76, l'amiral A.Sanguinetti, abonde dans ce sens en s'appuyant sur les données publiées chaque année dans l'annuaire de l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres (cf. son livre récent "Le Devoir de Parler").

En faisant de l'Europe un "sanctuaire nucléaire" (installation des fusées Pershing en RFA), l'impérialisme américain serait gagnant sur tous les plans. Dans un premier temps, cela conduirait les Etats européens à accroître leurs budgets militaires (en déterminant le contenu de leurs engagements financiers) et constituerait donc un moyen supplémentaire de renforcer les difficultés économiques au bénéfice de l'industrie US. Dans un deuxième temps, cela permettrait d'envisager une 3e guerre mondiale dont le théâtre des opérations mortelles (retombées atomiques) serait limité au territoire européen. Les E-U auraient ainsi l'avantage de rayer de la carte leurs principaux rivaux économiques.

LA DECISION PRISE PAR L'ADMINISTRATION REAGAN DE FABRIQUER LA BOMBE A NEUTRONS PARTICIPE DE CETTE MEME POLITIQUE (sa fabrication avait été différée par le président Carter le 7 avril 78. Le chancelier Schmidt avait alors salué cette décision comme une importante contribution à la politique du désarmement). Cette bombe a directement UN OBJECTIF ECONOMIQUE dans la mesure où, pour être efficace sur le plan militaire, elle nécessiterait que les Etats européens se substituent à l'impérialisme américain dans la défense de leur continent. En effet, d'un point de vue opérationnel visant à stopper les formations de chars adverses (le supposé "rouleau compresseur" des pays de l'Est), il faudrait employer massivement la bombe à neutrons, c'est-à-dire en doses immédiatement mortelles pour tous les tankistes; et cela est beaucoup plus problématique sur le plan technique que veulent le faire croire les officines de propagande (cf. les prises de position du Général Gallois dans "Stratégie et Défense" n°I, mai 78 : "La bombe à neutrons aurait fait merveille il y a quarante ans").

Les blocs militaires issus du partage du monde de Yalta ne correspondent pas aux rivalités économiques nées de la crise qui s'approfondit depuis la fin de la période de reconstruction d'après-guerre. Avec l'intensification de la guerre économique, c'est à L'EMERGENCE DE NOUVEAUX BLOCS QU'IL FAUT S'ATTENDRE. Des blocs qui correspondront aux véritables enjeux de cette guerre et dont la formation se profile déjà avec la vague de neutralisme en Europe (refus de l'installation des fusées US), plus particulièrement en RFA où les manifestations pacifistes et anti-américaines se sont développées ces derniers mois (cf. le rassemblement de plus de 100.000 personnes à Hambourg, fin juin 81, et les affrontements à Berlin-Ouest lors de la visite de Haig en septembre). Poussés par la défense de leurs intérêts nationaux, de plus en plus menacés du fait de la politique US, les Etats européens seront amenés à remettre en cause l'Alliance Atlantique :

"...les limites du raisonnable sont passées depuis longtemps, les limites du périlleux sont très proches; nos societés peuvent être ébranlées; à quoi bon les défendre par l'Alliance Atlantique si elles sont menacées dans leur équilibre même. Or nous, Français, sommes décidés à les défendre de toutes manières. Encore faut-il que nos hommes et nos femmes, nos jeunes gardent l'espoir. Dans la tentation actuelle du neutralisme dans tant de pays européens, il y a une part de peur nucléaire - si vous permettez cette expression; il y a aussi le découragement, la désespérance. Il faut y prendre garde : la plus belle part de l'Alliance est l'espérance économique..." C. Cheysson (cf. interview...idem).

« Grâce à l'intervention de l'Etat et à un certain nombre de manipulations monétaires, principalement de type keynésien (baisse du taux de l'intérêt — la fameuse ''euthanasie graduelle du rentier'' — visant à accroître la masse monétaire de telle sorte qu'il s'ensuive une hausse des prix provoquant la diminution constante des salaires réels), le système capitaliste est arrivé à limiter la baisse de son taux de profit par la réduction du capital variable. Dans le rapport $\frac{PL}{V}$, ces opérations aboutissent à maintenir une part de la plus-value disponible pour l'accumulation (création de plus-value) en dépit de l'élévation de la technicité du capital. Mais ce transfert dans la circulation de l'argent ne crée aucun marché nouveau extérieur au cycle capitaliste qui permette d'utiliser pour l'accumulation cette plus-value ''libérée''. De plus, la politique inflationniste d'après 1945, pensant rentabiliser les investissements par ce simple jeu des facilités sur les allocations d'argent ou les crédits, n'a fait en réalité qu'*hypothéquer* toute production. En effet, reposant sur l'illusion d'une expansion ''normale'' du capital, il semblait aller de soi que la masse monétaire accrue correspondrait à un élargissement de la production et que les dettes se résorberaient, mais la fin de la période de reconstruction a révélé le caractère *artificiel* de la demande (reconstitution du capital détruit pendant la guerre). Toutes les mesures de protection monétaires qui ont suivi le rétablissement de la balance commerciale des principaux pays européens et du Japon (dévaluations en chaîne, inconvertibilité du dollar, hausse des prix du pétrole...) ont été révélatrices de la profondeur de la *crise générale* du capitalisme que tous les économistes bourgeois, néo-keynésiens ou autres, croyaient conjurée à jamais. Elles ont été révélatrices de sa cause : absence d'acheteurs solvables donc de demande *réelle* pour le surproduit global, ce qui signifie impossibilité de réaliser la plus-value. Elles ont été révélatrices de son principal effet : l'exacerbation de la concurrence entre les capitalistes individuels renforcée par l'hypothèque des liquidités avancées pendant la période de reconstruction.

» L'inflation aujourd'hui se nourrit d'inflation et, contrairement à la baliverne sur ses soi-disant effets bénéfiques vis-à-vis de l'emploi, s'accompagne d'un chômage généralisé. »

(Extrait des douze thèses sur « Les racines de la guerre économique et ses effets politiques », *cf.* les numéros 17, 18 et 19 de la revue *Jeune Taupe* oct. 77/mars 78.)

QUOI DE NEUF POUR LE SYSTEME CAPITALISTE ?

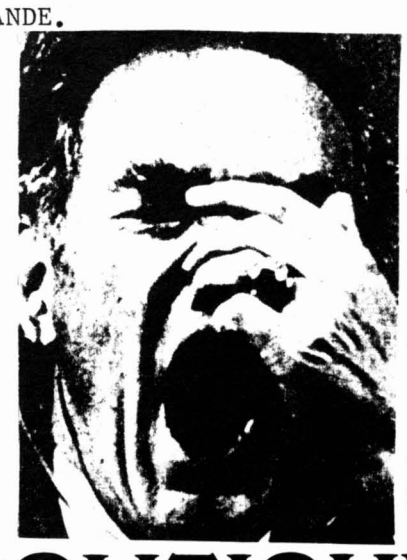
De ces tentatives de restructuration, peut-il en sortir une quelconque regénération pour le capital dans son ensemble ? La réponse est simple : loin de connaître une nouvelle jeunesse, il ne fera que s'enfoncer dans la décadence. En effet, à travers l'intensification de la guerre économique, c'est L'ANARCHIE FONDAMENTALE DU SYSTEME CAPITALISTE QUI S'AFFIRME : exacerbation de la concurrence entre les différents capitalismes nationaux. Pour nous maintenir dans la préhistoire humaine (domination des lois économiques sur les besoins sociaux) et, par là même poursuivre son exploitation, le capital en est réduit à s'orienter vers une 3e boucherie mondiale (continuation de la Barbarie).

Le sommet d'Ottawa, cet été, entre les sept plus grandes puissances industrielles du monde, n'a débouché -comme les autres depuis 74- que sur l'amère constatation de l'approfondissement et de l'accélération d'une crise impossible à juguler. Les Etats européens ont simplement menacé de renforcer leurs mesures protectionnistes (l'arrivée de la gauche au pouvoir en France -et sans doute bientôt dans d'autres pays significatifs : Angleterre, Italie,...- provient de la nécessité de prendre de telles mesures). Quant aux E-U, les décisions de l'équipe Reagan ont un champ d'application qui reste monétaire et qui, tout en rejetant le poids de la crise sur leurs "alliés", ne créera aucun débouché nouveau susceptible d'élargir durablement leur production et donc de rentabiliser leur appareil productif. Ainsi, les facilités fiscales pour éviter l'asphyxie du fait de la hausse des taux d'intérêt (réduction des impôts des grandes entreprises), ne se traduiront pas -comme le croient les "monétaristes"- par l'expansion des investissements :

"Les décisions concernant les investissements sont déterminées beaucoup plus par la rentabilité que par les avantages fiscaux; la rentabilité dépendant elle-même de la demande" R.Nathan, économiste keynésien (cf. Le Monde Diplomatique, "Le redéploiement brutal de la sidérurgie américaine", juin 81).

Pour chaque capitaliste, le problème essentiel est celui de LA DEMANDE, d'où les difficultés de réaliser la plus-value à la place des concurrents. Pour le système dans son ensemble, cette demande est un problème INSOLUBLE depuis la saturation des marchés extra-capitalistes, d'où le processus de DEVALORISATION CONSTANTE depuis l'entrée en décadence du mode de production capitaliste.

A l'époque de l'internationalisation de la production et de l'interdépendance croissante des économies nationales, la seule possibilité de sortir d'un monde où les besoins sociaux sont NIES par les impératifs capitalistes et les Etats, c'est d'en finir avec les lois sur lesquelles repose l'économie politique et qui façonnent la réalité : ABOLITION DU SALARIAT ET DE LA PRODUCTION MARCHANDE.



Haig au Sommet d'Ottawa

TOUTE LA MERDE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DÉBOUCHE SUR LA LUTTE DE CLASSES (MARX)

L'ETAT SANS GRÂCE

Au printemps I981 dans l'allégresse arrivera,
Comme le précédent beaucoup de baratin fera,
Mais l'illusion point ne durera
car la crise point ne résoudra,
Et l'état de grâce finira,
La rose fânera!

De notre correspondant Nostradamus

LE MATIN DES MAGICIENS

Bercés de timides espoirs (35h, 5e semaine: "si c'est pas sûr, c'est quand même peut-être../Brel) les "citoyens", somme toute heureux de n'être ni anglais ni polonais, ont quitté les urnes pour croquer leurs vacances.
Sous la plage rose, les pavés sont restés au chaud.
Lumière.Retour au bercail et à la triste réalité du salariat.Merde, la crise continue!
Pourtant depuis le top-chrono du 10 Mai, à peine 5 mois.Ce n'est pas grand-chose et pourtant c'est déjà assez pour que l'euphorie (d'ailleurs toute relative) de la "victoire" s'estompe doucement.
Que font-ils donc en effet, les nouveaux guignols, sinon emprunter la même voix que leurs prédécesseurs. Ce décalage entre les promesses et la réalité ne peut surprendre que ceux qui croient encore à ce système,à la "démocratie" et toutes les sornettes du capitalisme à visage humain.

Après les premières mesures (augmentation du SMIC et de certaines allocations) prises au lendemain de la victoire de Mitterand, c'est un menu sensiblement différent qui nous a été servi durant l'été, composé de "réajustements nécéssaires" des tarifs publics et d'autres douceurs (essence, tabac) ...etc).Petite parenthèse tout de même pour remercier le camarade-ministre Fiterman d'avoir repoussé jusqu'au retour des vacances l'augmentation des péages d'autoroutes: ça c'est de la lutte contre la vie chère!

Mais rappelez-vous: tous, de Mitterand au dernier des secrétaires d'état ne nous ont-ils pas expliqué dès le début qu'il n'y aurait pas de miracle?Et que tout ne pourrait pas être fait tout de suite? Il n'est que de considérer la liste des réponses et des promesses électorales déjà bafouées ou repoussées qui commence à s'allonger, pour comprendre qu'il ne s'agit pas là de vaines paroles.
Pour citer les principales:

- la fin du monopole des ondes: à la trappe!
- les ventes d'armes qui continueront vers les "vrais" alliés... afin de permettre à l'armée française de se payer le nec-plus-ultra de la feraille mortelle qu'elle réclame.
- l'annonce par Mauroy de la poursuite de la modernisation de l'arme nucléaire, ainsi que le maintien du service militaire à un an...en raison des"phénomènes conjoncturels". En clair, l'état socialiste, comme les autres, préfère lui-aussi les petits soldats aux chômeurs.
- nucléaire:là aussi, et à peu de choses près, continuation de la politique précédente. L'arrêt ou la suspension des travaux annoncée avec force publicité ne concerne en fait qu'un nombre très limité de sites...ou de plus aucun gros-oeuvre n'avait encore été entrepris.Bravo Mitterand!Tu les as vraiment roulé dans la farine les écolos. C'est sûr, si toi et ta bande voulez assurer mieux que vos prédécesseurs le développement du capital "national", le nucléaire tous azimuths s'impose.
- immigrés: là aussi entre les réformettes promises et la réalité les choses ont bien évolué....et dans la France "en changement" il reste préférable de s'appeler Dupond que Mohamed.
- ...etc.

Ah, n'oublions pas les amnisties et l'abolition de la peine de mort.
Tant mieux pour ceux qui ont retrouvé la caresse du soleil et les autres qui échapperont à la "Veuve".Mais pouquoi la Gauche qui dispose de l'ensemble des pouvoirs législatifs se priverait-elle de quelques réformes "humanitaires"? Giscard en 74 (reprennant à son compte les "avancées sociales" pronées par le Programme Commun) avait fait adopter le droit de vote à 18 ans et la reconnaissance légale de l'avortement. Décemment, elle ne pouvait faire moins.Ca ne coûte pas cher,ça fait civilisé et n'empêche pas de vendre des canons!
Mais pourqoi tournes-tu le dos Badinter,preux chevalier des droits de l'homme et...surtout de l'état, quand on parle d'amnistie?Y aurait il des "lacunes", des "oubliés" de la"clémence" présidentielle?Comme ces militants, membres supposés d'Action Directe, et qui en sont à un mois de grève de la faim dans l'indifférence totale de tous les "démocrates" si prompts d'habitude à s'émouvoir.
Arrêtons-nous là!

DURES,DURES REALITES...

OU LES EPINES DE LA ROSE.

La victoire de la gauche du capital est due pour une bonne part au fait que Giscard et Barre se sont cassés les dents sur le problème du chômage.
Le tandem Mitterand-Mauroy ne l'ignore pas et l'emploi reste le mot-clé de leur politique. Ils savent parfaitement que c'est sur ce terrain que se jouera le maintien de la paix sociale nécessaire au capital français dans sa lutte face à une concurrence acharnée tant sur le marché intérieur qu'international.

Pour tenter de mieux faire passer la pilule d'une austérité qui se renforce chaque jour comme sous l'ancien régime, le nouveau pouvoir nous jette aussi aux yeux sa poudre de "réformes structurelles." Mais "régionalisation" et "décentralisation", malgré la publicité qui entoure les débats, ne diminuent en rien (tout au contraire) le pouvoir étatique. Elles consisteront après mystification sous la forme d'une nouvelle campagne électorale (élections au suffrage universel et à la proportionnelle) à faire assumer une partie de la gestion par le troupeau des politiciens locaux rajeunis par l'arrivée d'écolos et autres régionalistes.
Quant aux préfets, transformés par un coup de baguette magique en "commissaires de la république", laissons la parole à la fée Deferre:

> "...le rôle des préfets ne sera pas amoindri, bien au contraire ...puisqu'il représentera l'état et sera le garant de l'unité nationale. Les services ministériels ne dépendront plus dans les départements, des ministères de Paris, et le préfet sera sur place le représentant non plus du seul ministère de l'Intérieur, mais de tous les ministères...La clé de la réforme est là."
>
> Nvel Obs./18.07.1981

Les nationalisations, destinées à créer "...des oasis où il y aura de grandes performances industrielles" (dixit Mauroy) sont peut-être l'arme (très controversée) sur laquelle la Gauche compte pour sortir le capital français de la crise, mais pour nous quelle différence entre l'Etat-patron et un manager privé?
Le débat actuel n'est qu'une fausse querelle sur la meilleure manière de gérer le même système: le capitalisme.

Laissons donc de côté les moyens envisagés par le pouvoir rose pour jeter un oeil sur les objectifs:la relance économique et le redressement de la situation de l'emploi. Encore que sur ce dernier point, on reste songeur devant la modestie des ambitions affichées: stabiliser, voire même se contenter de diminuer le taux d'accroissement du chômage. C'est dire si nos nouveaux ministre ne doivent pas être à l'aise dans leurs petits souliers quand ils songent à l'avenir!
En tout cas, ils ne manqueront pas de donneurs de bons conseils du style de S. July, le dynamique boss de "Libération" qui ne loupe pas une occasion de leur expliquer ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour éviter que le couvercle ne se fissure, lui qui voit en Mitterand un "grand libéral en train de réinventer le radicalisme!"

Reste que le préalable à la réalisation des rêves de nos nouveaux maitres est l'obtention du consensus des "citoyens" et des plus directement concernés d'entre eux:

- les "citoyens-patrons" d'abord vis-à-vis desquels les appels à leur civisme et à travailler la main dans la main avec le gouvernement ne cessent pas. Appels accompagnés d'espèces sonnantes et trébuchantes sous la forme de prêts et de subventions pour les inciter à investir et embaucher, et de la promesses de conserver intactes leurs prérogatives dans les entreprises. Les bougres ont l'air de traîner la patte. Mais avec eux, ça peut toujours s'arranger, soyons sans crainte. Surtout si on leur promet la paix sociale.
- les "citoyens-salariés" ensuite. C'est à cette tâche délicate que les partis de la nouvelle majorité et les syndicats consacrent l'essentiel de leurs énergies depuis le lendemain du IO mai.

La grosse artillerie syndicale est entrée dans la danse. Notamment lors des négociations sur la réduction du temps de travail qui là encore a abouti à un accord du type "pas tout et pas tout de suite" ramenant l'horaire légal à 39h.
Vous avez dit 35 h? Non, 39h!Quand on sait qu'en plus les modalités d'application de cet accord feront l'objet de nouvelles négociations, par branches professionnelles, on a compris qu'on n'est pas sorti de l'auberge!C'est sans doute ce que commence à sentir les quelques 200 manifestants qui se sont invités à l'inauguration du TGV et dont les banderoles,même frappées du sigle de la CFDT (toutes les illusions ne foutent pas le camp en même temps), disaient "Qu'est-ce qui est orange et qui va plus vite que les 35h?".
Décernons au passage la palme du rigolo de l'été à Krasucki, le n°2 de la CGT qui a dû faire hurler de rire les mauvais esprits qui l'ont entendu réclamer 38h. Jusqu'au-bou boutiste va! Vous avez dit 35h?

L'AVENIR ?

A l'inverse de ses concurrents occidentaux (RFA, GB, USA), qui réduisent les dépenses de l'état (par la restriction des budgets " "sociaux" notamment),la Gauche a choisi,si tant est qu'elle puisse choisir, la voie du "dopage" par une augmentation massive de celles ci. Rompant ainsi, une fois n'est pas coutume, avec la politique de strict équilibre financier menée sur notre dos par Barre, elle saute à pieds joints dans la mer sans fond du déficit budgétaire.
Par le biais des nationalisations, prélude à la restructuration de l'appareil industriel et du crédit elle entend se donner les moyens de réarmer à la fois la pompe de la reprise économique, juguler l'inflation et ramener le chômage à un niveau "acceptable".
Mais l'ensemble de des mesures, auxquelles il faut ajouter le prix des nationalisations va coûter cher, très cher. Et c'est là que le bât blesse.
En l'abscence prévisible d'une reprise économique durable,vu le merdier dans lequel s'enfonce lentement mais sûrement le monde capitaliste, le résultat sera une nouvelle augmentation de l'inflation et l'accroissement sensible du nombre de sans-emploi.

Qui paiera?
Qui va commencer dès maintenant (en fait continuer...) à combler les trous dans les caisses de la SS et des ASSEDIC? Le patronat,les grosses fortunes? Oui bien sûr,eux aussi seront "sollicités" mais pas de trop car réduire leurs possibilités d'investissement, s'attaquer à "l'outil de travail", c'est courir 2 risques: celui d'hypothéquer la relance escomptée,celui de devoir affronter leur hostilité ouverte. De toutes façons, les rentrées seraient inssuffisantes.
Alors, nécessité oblige, la "pompe à phynances" va se tourner une nouvelle fois vers les salariés invités une fois de plus à retrousser leurs manches, serrer les ceintures et les dents pour faire acte de....comment disent-ils..... "solidarité nationale".

Au hasard de ce qui est prévu ou a été envisagé:maintien sans plus du niveau de survie, cotisation des fonctionnaires aux ASSEDIC, rétablissement de la cotisation exceptionnelle de 1% mise en place pour un an par Barre....et supprimée quelques mois avant les éléctions, ce que la ministre Lalumière n'a pas craint de lui reprocher!

"L'été de grâce " tire à sa fin.
La conjoncture internationale n'en finit pas de se dégrader et l'horizon est lourd de nuages.
La politique gouvernementale laisse sceptiques la plupart des "observateurs" et,plus grave pour le pouvoir, ne déclenche pas l'enthousiasme des populations.Aussi face aux premiers signes de grogne qui commencent à se manifester,certains pompiers sociaux commencent à faire de la surenchère:le P"C"F, pratiquement silencieux depuis les élections, s'il continue d'appuyer le contrat de gouvernement juge certaines mesures inssuffisantes et hausse un peu le ton,relayé par la CGT qui réclame les 38h et l' l'extension des droits syndicaux, ..etc.
Ajoutons à cela les premières réactions d'électeurs déçus qui commencent à s'agiter.Les écolos par exemple dont la manifestation du 3 Octobre à Paris pour protester contre la politique nucléaire

risque d'être le premier clignotantà s'allumer.
Enfin, si Villeurbanne n'est pas Liverpool et si les échauffourées entre flics et bandes de jeunes ne sont qu'un pâle reflet des émeutes en Grande-Bretagne,Hernu, maire de cette commune et ministre de la "Défense" ne s'y ait pas trompé qui a déclaré:"Les évènements de l'été sont une alerte qu'il ne faut pas oublier".

Il reste que sur le plan social, c'est essentiellement dans les entreprises que l'avenir se dessinera. La dernière bagarre électorale a vu l'ensemble des soutiens "critiques" ou pas se rallier à Mitterand et au PS.Aujourd'hui, et en l'état actuel des choses, il n'y a plus grand monde pour jouer le rôle d'une opposition "encore plus de gauche que la gauche".Et quand bien même il ne faut pas sous-estimer la capacité d'embrigadement de tous ces chantres d'un capitalisme à visage plus humain,c'est l'espoir de voir enfin naître, après des années d'échecs et d'impasses, la possibilité de dépassement des luttes strictement revendicatives.

LES 100 JOURS D'ALI RADJAÏ : UN BILAN EXPLOSIF

LA JAVA DES ENFANTS DU BON DIEU

Depuis la destitution de Bani Sadr et encore plus depuis son exil en compagnie du leader des Moudjahidines du peuple, l'engrenage attentat-répression rythme le quotidien iranien. Une lutte pour le pouvoir est engagée, dont on ne sait qui en sortira vainqueur. Trois éléments essentiels caractérisent la situation actuelle de l'Iran:

- le marasme économique,
- la situation anarchique du pouvoir. Pas de réel centre de décision, mais de multiples pouvoirs locaux qui ne se maintiennent que par la répression et la terreur tous azimuths.
- la multiplication des oppositions à la fraction khomeiniste au fur et à mesure de l'intensification de la répression et de la pénétration de cette opposition au sein de l'appareil d'état: seule explication à la meurtrière éfficacité des attentats de ces 3 derniers mois qui ont visé la tête du régime.

La seule question qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir quelle pourrait être l'alternative au pouvoir khomeiniste assiégé? Qui parmi les différentes fractions rivales de l'opposition est la plus apte à tirer les marrons du feu?La plupart d'entre elles se sont déjà combattues d'ailleurs à un moment ou un autre du processus qui a conduit les religieux à l'exercice solitaire du pouvoir. Une unité même purement tactique entre elles est donc difficilement envisageable dans l'immédiat. En l'état actuel des choses, deux pôles oppositionnels sérieux sont à considérer:

- les moudjahidines du peuple nationalistes "de gauche",principale force militaire de l'opposition,
- la bourgeoisie libérale et le Bazar, représentée malgré l'ambivalence de son attitude au pouvoir par Bani Sadr, lui, a deux atouts dans sa manche: son alliance avec les Moudjahidines et surtout une "côte" non négligeable dans les forces armées régulières.

C'est d'ailleurs cette armée toujours prise dans la guerre d'usure avec l'Irak, qui constitue la grande inconnue. Mais il y a fort à parier qu'en cas de conflit intérieur généralisé, elle sera présente dans la bagarre.

IRAN

CHRONIQUES DES ANNEES DE HAINE (par TNT)

"Dans un monde où chacun se grime, la vérité ressemble à un masque" A.Gide.

Qu'est-ce qui s'en est passé des choses ces derniers mois. Avant d'en venir à l'essentiel, le tout venant des événements...

1- Mitterrand abolit la peine de mort. Et les humanistes et autres connards gauchistes d'essuyer une larme en jetant un regard énamouré à leur Libé. quotidien. Mais la peine de mort infligée tous les jours à tout un chacun : le TRAVAIL TUE ENCORE. Au sens strict : accidents, et au sens à peine figuré pour ce qui est de notre humanité. Celle-là, nous l'abolirons tous ensemble et en même temps que Mitterrand et consorts ———

2- La Bolivie : c'est un vilain gouvernement fasciste, de ceux que l'Huma pourfend avec hauteur. USA et CEE n'entretiennent officiellement aucun lien avec la Junte au pouvoir. L'URSS et les pays de l'Est, là où souffle le vent de la Liberté et du Socialisme "réel", si. "Profitant du vide laissé par les occidentaux, les techniciens soviétiques continuent de travailler,comme si de rien n'était, sur les chantiers de volatisation de l'étain près de Potosi" (Le Monde, I4/08)... Encore heureux que l'idéologie gouverne le monde, car si c'était les sordides intérêts économiques comme le prétendent les poussiéreux chantres de l'économisme... ———

3- Pour ne pas quitter le grand frère soviétique. Brejnev a célébré à Moscou le IOe anniversaire du "traité d'amitié, de paix et de coopération" indo-soviétique. L'Inde est un pays "non-aligné", "démocratique" (comme ils disent), l'URSS est un pays "communiste" (comme ils disent aussi). Ce n'est pas la même chose (comme ils disent), tant et si bien que l'Inde n'a pas apprécié les visites organisées mises sur pied par l'URSS en Afghanistan et l'a fait savoir. Ce qui n'a pas empêché ces deux pays de signer divers contrats : par exemple livraison pour I,6 milliard de dollars d'armement de l'URSS à l'Inde. Qui plus est 35% du pétrole indien est raffiné grâce aux russes, 20% de l'électricité et 30% de l'acier sont produits grâce à du matériel russe. Ah! la guerre des blocs et leur renforcement, la domination absolue de l'idéologie...

4- Ras-le-bol des staliniens, voyons un peu leurs prétendus ennemis sévissant en Pologne. L'Eglise fut, durant des années, un pôle de la "résistance au totalitarisme" a-t-on lu dans la presse (y compris gauchiste). "Nous l'Eglise, nous voulons être une institution de salut national", c'est de Mr Glemp surnommé "primat de Pologne" (sic). L'evêque de Wroclaw, Mr Gubinowicz, a déclaré quant à lui :"Nous devons tout faire pour le salut de notre patrie". Ces appels à la paix sociale (trêve d'un mois) ont plus ou moins été entendus témoignant encore de la persistance de l'illusion religieuse (même si l'érosion idéologique est aussi à l'oeuvre sur les crucifix). Toutefois, le métier de "pompier" peut parfois être ingrat. J. Kuron, le Claude François des minets et minettes gauchistes, le pompier syndical n°1, celui qui réussit là où Walesa échoue, s'est à son tour cassé les dents en voulant briser la grève des typographes d'Olsztyn. Dialogue Kuron-grévistes: K. "Vous, au moins, vous ne m'enfermerez pas dans les combles"; un gréviste "Qui sait ?"; K. "Ce serait fou de nous contraindre à arracher les feuilles de l'arbre au lieu de s'attaquer aux racines du mal"(1); un gréviste sort excité "Ces connards qui viennent d'arriver ne vont pas faire la loi" ...Une fois de plus, au-delà des idéologies, les nécessités du capital imposent de ligoter la classe ouvrière. L'idéologie a la même fonction pour le capital que l'inconscient pour les psychanalystes; il s'agit toujours de nous convaincre que nous sommes responsables de toutes nos frustations pour mieux nous les faire accepter ———

5- En voilà d'autres qui ont de la suite dans les idées. Le IO août, l'Ampelos, un navire grec qui convoyait du "rosato" italien,est piraté par des viticulteurs français. Ce "rosato" était destiné à J.B Doumeng, PDG D'Interagra et du Comptoir agricole français, membre influent de la direction (occulte) du PCF. Ce même parti qui crie sur tous les toits qu'il faut acheter, produire et consommer français. Doumeng est une malheureuse victime du mirage économiste. Prions pour lui. ———

6- Le gouvernement socialiste va créer un service de "chèques-vacances" pour les salariés les plus modestes. Depuis quelques mois, on assiste à un boom sur les sex-tours en direction de l'Asie et de l'Afrique. Des milliers d'enfants, filles et garçons, sont achetés et entraînés à la prostitution (on apprend par exemple aux filles à attraper des pièces avec leur sexe. Cf. le rapport de Théodoric Dom, Terre des Hommes-Allemagne). Mais c'est cher, seuls des bourgeois peuvent se payer le luxe d'un sex-voyage. Les "chèques-voyages" du gouvernement mettront-ils fin à cette abominable injustice, ce répugnant scandale ?... ---------

(1) Vous expliquerez et commenterez cette citation en dégageant la pensée profonde se cachant sous la métaphore poétique.

L'ORGANISATION AUTONOME DES DOCKERS DE BARCELONE

Pour mener leur lutte entamée depuis plus d'un an, les dockers de Barcelone se sont donné une organisation autonome issue de leurs assemblées et contrôlée en permanence par celles-ci.

Malgré le reflux généralisé des luttes en Espagne, reflux qui a été accentué par la tentative du coup d'Etat du 23 février, les dockers continuent le combat *contre le plan gouvernemental de restructuration portuaire* (celui-ci prévoit le licenciement de 13 500 travailleurs). Le mouvement s'est étendu à l'ensemble des ports espagnols et il a bénéficié d'un certain soutien international (Grande-Bretagne, Italie) en dépit du rôle des syndicats qui s'efforcent de saboter ou de modérer ses objectifs et ses formes d'action.

Cependant, comme le reconnaît elle-même l'O.E.P.B., ce reflux a imposé des limites à la lutte en la contraignant à rester sur un terrain revendicatif. Aujourd'hui, sur la défensive, les dockers se battent « le dos au mur », mais ils sont décidés à résister massivement jusqu'au bout.

Nous publions, ici, les traductions d'un tract daté du 9 juillet 1981 ; d'une critique des syndicats extraite du bulletin *La Estiba*, n° 4, avril 1981.

Tract :

"LE CONFLIT PORTUAIRE A UN AN"

Avec la même ardeur de lutte et d'unité qu'au premier jour, avec la rage de voir tous les pouvoirs du capital frapper notre collectif portuaire, avec le devoir de résister à cette agression pour nous autres et pour les camarades qui viendront, le conflit continue.

Pour cet anniversaire, l'Administration nous a offert un nouveau Décret. C'est le second. Et de nouveau, contre toute légalité, il vient mettre en question les postes de travail de I3.500 portuaires, favoriser les multinationales dans leur tentative de privatiser les ports, assurer les jaunes fournis par Fuerza Nueva (1) sur nos postes de travail.

Avec l'autorisation du Gouvernement pour transgresser toute la légalité, un fou d'extrême-droite : JAIME LOPEZ FANDOS, est aux commandes de l'opération. Un typique provocateur propulsé par le Chef de l'Organisation des travaux portuaires du Ministère du Travail. Il accomplit la mission de conseiller les grandes entreprises et de leur faciliter tous les appuis du Gouvernement dont elles ont besoin : annuler la publication, 9 mois après qu'elle soit parue au BOE (2), de la convention collective du secteur, mettre fin par Décret à tous les droits sur notre vie de travail en nous enfermant dans une agence pour l'emploi, détourner les fonds de nos salaires.

A Barcelone, nous avons souffert de plus de 4000 sanctions et de I73 licenciements. Tous les jugements de Magistrature ont été gagnés, mais les sentences continuent à ne pas être appliquées. Bien que les licenciements aient été déclarés nuls, ils ne nous réadmettent pas. Démonstration claire de ce que le pouvoir judiciaire ne représente rien quand il favorise les travailleurs.

Des centaines de policiers et de garde-civils protègent quotidiennement les jaunes qui nièrent notre droit constitutionnel de grève. Et par la force ils empêchent que les dockers rejoignent leurs postes de travail et que la loi s'accomplisse. Ils confirment ainsi de nouveau la fonction répressive de ceux qui veulent s'appeller "forces de l'Ordre".

Bien qu'un peu tard, la Généralité (3) déclare aussi l'illégalité des jaunes. Mais le Gouvernement de Madrid n'est pas disposé à respecter les compétences autonomes de la Catalogne. Et face au silence des autorités catalanes, Madrid sabote leurs décisions et entraîne à la ruine le principal port de l'Etat qui est en Catalogne.

Les entreprises portuaires traditionnelles elles-mêmes cherchent la négociation comme unique voie de sortie pour le conflit. Maintenant on est arrivé pratiquemment à une convention avec 28 entreprises. Mais, le Gouvernement et les trois plus grandes entreprises boycottent celle-ci et empêchent à tout prix sa signature.

Il ne serait pas étonnant qu'ils poussent la provocation jusqu'au bout. Il ne serait pas étonnant que d'un trait de plume et par la violence, ils tentent de nous déloger de nos postes de travail. Mais si cela arrive, malgré nous, nous lutterons avec toutes nos armes jusqu'à la fin. Parce que le port est notre origine, notre présent et qu'en lui nous avons notre avenir, bien qu'il réclame nos vies comme il prit celles de nos camarades en d'innombrables occasions. Mais n'oublions pas les responsables de notre malheur car nous les avons reconnus et nous n'aurons pas enduré celui-ci en vain.

(1) Fuerza Nueva : organisation d'extrême-droite nostalgique du franquisme.
(2) BOE : Bulletin Officiel de l'Etat.
(3) Généralité : siège de l'Administration régionale.

ORGANIZACION DE ESTIBADORES PORTUARIOS DE BARNA

BARCELONA A 9 de JULIO DE 1981

LES CENTRALES SYNDICALES

(Extrait du bulletin La Estiba, *n° 4, avril 1981.)*

Les grandes centrales syndicales, U.G.T. et CC.OO.[1], n'ont quasiment aucune influence dans les ports. Par malheur pour le patronat et le gouvernement, ces syndicats n'ont pas obtenu la domination sur les collectifs portuaires. Ils savaient être les gestionnaires « responsables » et les murs de soutènement de la force ouvrière dans un secteur comme celui des ports, d'où peut être sérieusement freiné le processus de la marchandise. Ces syndicats, qui accusent leur erreur, ne ratent pas une occasion de s'en prendre à la Coordination, l'accusant de corporatisme, d'irresponsabilité, de radicalisme, etc. Bien entendu, ils n'appuient pas les actions que les ouvriers entreprennent aussi justes que soient leurs revendications. L'U.G.T., comme première force syndicale du fait de sa dépendance au P.S.O.E., est la protégée du patronat portuaire ; cela va jusqu'à signer avec celui-ci des conventions qui impliquent l'acceptation de tout le plan capitaliste de réorganisation des ports, et dans lequel, évidemment, ces conventions lui promettent d'être le syndicat qui monopolisera les relations de travail des collectifs portuaires.

U.G.T. et A.N.E.S.C.O.[2] entreprennent ensemble des campagnes de presse contre la Coordination subventionnées par le patronat. Les CC.OO., qui — sur le plan général — se disputent avec l'U.G.T. la première place de la politique syndicale, luttent aussi dans notre secteur pour supplanter la Coordination. Ce syndicat a décidé de se rapprocher de la Coordination, en appuyant ses positions mais non pas ses luttes, de façon à pouvoir s'attribuer ses victoires et à rehausser son prestige face au collectif.

Mais il maintient aussi son rapprochement avec le patronat pour pouvoir, si la lutte portuaire se termine en désastre, hériter de la structure et du degré d'influence que possède la Coordination. Le gouvernement, le patronat et ces grandes centrales syndicales n'arrêtent pas de proclamer que le mal des ports réside dans le fait que les dockers ne sont pas encore encadrés par les syndicats majoritaires. Sans aucun doute, cela met de nouveau en évidence la fonction qui est réservée aux syndicats dans l'actuelle société capitaliste, en tant qu'organisations d'encadrement et de contrôle de la force ouvrière, indispensables pour la reproduction du capital. Dans toute tentative de solution négociée de notre conflit, nous nous sommes trouvés face à l'imposition de la part du gouvernement que ces syndicats soient nécessairement présents autour de la table ; cela bien qu'ils n'aient pas les 10% de représentativité exigés par leur propre loi syndicale.

Syndicats, patronat et administration cherchent avec empressement à faire disparaître la Coordination des ports.

Mais la clarté de l'option des collectifs portuaires grâce à leur organisation autonome, assembléiste, de lutte, est de plus en plus nette à mesure que se découvrent les agissement des syndicats. Leur silence face au sabotage du droit de grève des dockers, leur silence face à l'introduction de Fuerza Nueva en tant que jaunes dans notre conflit, leur copinage avec le patronat, etc. les dénoncent aux yeux des dockers qui, décidés, continuent leur lutte. Une lutte qui pourrait facilement arriver à réussir ses objectifs et qui se voit obligée d'abaisser ses prétentions à cause de l'environnement de reflux dans la lutte ouvrière de notre pays.

Toutes les luttes internes entre les différents organismes du gouvernement, entre les différentes formes du capital, les contradictions entre petites et moyennes entreprises, entre les unes et les autres forces politiques et syndicales, nous les reconnaissons comme étant des dissensions minimales logiques dans la marche du capital. Mais ils dissimulent seulement l'éternel problème entre le Capital et le Travail.

1. U.G.T. : Union générale des travailleurs, fondée en 1880 ; courroie de transmission du P.S.O.E. — CC.OO. : Commissions ouvrières apparues spontanément en 1962 (grève des mineurs), transformées par la suite en syndicats sous l'influence du P.C.E.
2. A.N.E.S.C.O. : Association nationale des entreprises de chargement et consignataires de bateaux (syndicat patronal).

SOUSCRIPTION

LA PREMIERE PARTIE DU TRAVAIL THEORIQUE SUR L'ORGANISATION EST COMPOSEE. ELLE SORTIRA SOUS LA FORME D'UNE BROCHURE DE I00 A I50 PAGES (I4/2I). POUR POUVOIR LA PUBLIER A L'AUTOMNE, NOUS AVONS ENCORE BESOIN D'UN IMPORTANT SOUTIEN FINANCIER. AUSSI, NOUS REPRENONS L'APPEL A LA SOUSCRIPTION DEJA LANCE DANS LA REVUE "JEUNE TAUPE" : ENVOYEZ VOS DONS OU VOTRE PAIEMENT D'UN OU PLUSIEURS EXEMPLAIRES A L'AVANCE AU NOM DE E.HARBI

(PRIX D'UN EXEMPLAIRE:30F).

Evolution du concept de Parti depuis Marx

CONTRE LE RACKET ABERTZALE

ou

LES INSOLENCES ANTIPATRIOTIQUES D'UN MÉTÈQUE

« Alors qu'au Pays basque la névrose patriotique tient lieu de pensée quasi officielle, voilà qu'un métèque la ramène pour rappeler aux populations sujettes aux pires croyances politico-religieuses, que la nation n'est qu'un mythe et que mourir pour la patrie est bien le sort le moins enviable.

« L'intérêt de cet opuscule réside non seulement dans la dénonciation *inédite* du racket abertzale, mais aussi dans l'exposition des divers courants — de la droite à l'ultra-gauche — qui se réclament du nationalisme régional basque.

« Comme le dit l'auteur, "si les abertzale pouvaient penser qu'ils se foutaient impunément du monde pour longtemps, c'est raté. Ils l'auront dans le cul". »

Editions Distance
B.P. 54, 64200 Biarritz

Disponible également à nos adresses
Prix : 30 francs.

Directeur de publication : E.Harbi

Abonnement : 30 F pour dix numéros.
Versement à l'ordre d'E. Harbi (sans autre mention).
« Révolution sociale ! » : B.P. 30316, 75767 Paris Cedex 16
B.P. 30, 33031 Bordeaux-Marne Cedex

Imprimeur : G.Tautin 4 passage Dieu 75020 Paris.
Dépôt légal: 4e trimestre 8I.

Commission paritaire en cours.